

## BANLIEUES

# « Créons une Haute Autorité à l'égalité »

Après avoir dévoilé un rapport choc sur les inégalités territoriales, le maire PCF de La Courneuve, Gilles Poux, organise aujourd'hui des assises pour élaborer des propositions concrètes afin d'en finir avec ces discriminations. Entretien.

**A**près avoir publié un « Atlas des inégalités territoriales » à La Courneuve, vous organisez aujourd'hui des assises de l'égalité républicaine. Pourquoi ?

**GILLES POUX** Lorsque nous avons rendu public l'« Atlas des inégalités territoriales » à La Courneuve, au mois d'avril, c'était évidemment pour objectiver le fait que les politiques de droit commun sont, dans bien des domaines, inégalitaires dans des territoires comme les nôtres. L'objectif était aussi, et surtout, de passer de la dénonciation à l'action. Ces assises doivent permettre aux élus, aux techniciens, aux chercheurs, aux acteurs du mouvement associatif, de formuler des propositions qui pourraient faire corpus et faire consensus, au-delà des sensibilités politiques. Nous ne proposons pas de faire la révolution – même si je suis partant pour la faire – mais plutôt d'interroger cette République qui n'est pas fidèle à sa devise en ne respectant pas un minimum d'égalité dans la

manière dont elle conduit les politiques de droit commun sur nos territoires.

**La création d'une Agence nationale pour la cohésion des territoires, aujourd'hui discutée au Parlement, ne remplit-elle pas cette fonction ?**

**GILLES POUX** Cela semble d'abord être un outil supplémentaire pour permettre aux élus d'interpeller les institutions, de faciliter les demandes de subventions... Des mesures qui semblent aller dans le bon sens, mais qui me paraissent encore anecdotiques. Le fond du problème, c'est de savoir comment sont alloués, territoire par territoire, les moyens de la puissance publique en matière de justice, de santé, d'éducation, de sécurité... Il faut passer à un dispositif plus contraignant si l'on veut changer la donne.

**Quelles sont les propositions que vous allez mettre en avant lors de ces assises ?**

**GILLES POUX** D'abord, il est urgent

de revaloriser le statut des fonctionnaires, en créant des contrats incitatifs, pour attirer les profils expérimentés et recruter sur les postes vacants ou non remplacés. L'enjeu, c'est de maintenir sur ces territoires des fonctionnaires engagés, qui ont une connaissance du terrain, afin de mieux porter les politiques publiques qu'il faut aussi mieux adapter aux réalités locales. À La Courneuve, où 37 % de la population est étrangère, on ne peut pas agir de la même manière que là où l'on en compte 2 ou 3 %... Deuxièmement, il faut repenser le système de redistribution des richesses. Garantir l'égalité dans la distribution des fonds publics ne sera pas suffisant. Il faut aussi donner assez de moyens pour permettre à ces territoires de rattraper le retard accumulé. À La Courneuve, par exemple, le taux de délinquance et d'actes délictueux est trois fois supérieur à la moyenne nationale et, pourtant, nous avons 24 policiers de moins que la moyenne nationale par habitant. Enfin, il faut mettre en place une haute administration, indépendante, sous l'autorité du Défenseur des droits, qui puisse avoir accès à l'ensemble des données chiffrées concernant les moyens alloués à chaque territoire – aujourd'hui, il est très difficile de les obtenir. Cette institution aurait des moyens coercitifs sur certaines administrations et ses rapports annuels, rendus publics, imposeraient aux différentes institutions (CAF, Pôle emploi, éducation nationale, police, justice...) d'apporter une réponse. À partir du moment où il y aura de la transparence sur ces données, un diagnostic précis et incontestable, il sera difficile de maintenir le statu quo et nier le désengagement de l'État sur ces territoires. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
PIERRE DUQUESNE



Mégali Bregard

**Gilles Poux**  
Maire (PCF) de  
La Courneuve  
(Seine-Saint-Denis)